

Art. 25. Le plan d'action contient par objectif stratégique, les résultats envisagés, les responsables, les démarches à faire assorties d'un calendrier pour leur exécution.

Si des missions sont conférées à des acteurs locaux, la C.C.F. passe avec eux une convention d'orientation politique définissant leur contribution précise en termes de résultats à atteindre.

Des recrutements éventuels dans le cadre de la présente convention d'orientation politique s'effectuent selon les protocoles conclus au sein du comité de secteur 18 Communauté flamande - Région flamande.

Art. 26. Le plan d'action contient en outre par objectif stratégique et en détail les indicateurs permettant de mesurer la réalisation des objectifs et partant de liquider les droits de tirage.

Art. 27. Le plan d'action contient par objectif stratégique un programme financier indiquant les moyens financiers nécessaires à la réalisation des résultats envisagés.

Le plan d'action décrit également les autres moyens requis à cet effet (personnel, logistique,...).

Les frais logistiques feront chaque fois l'objet d'une mention distincte et doivent être limités au strict nécessaire.

Art. 28. Le plan d'action est notifié, après approbation par le Collège de la C.C.F., au Conseil de la C.C.F., au Ministre flamand des Affaires intérieures, de la Politique urbaine et du Logement, au Ministre flamand de la Culture, de la Famille et de l'Aide sociale et au Ministre flamand des Affaires bruxelloises, afin d'être annexé à la convention d'orientation politique et d'en faire partie intégrante.

III. DISPOSITIONS INDIVIDUELLES

....suit le texte du plan d'orientation politique et d'éventuelles annexes.

IV. ENTREE EN VIGUEUR DE LA CONVENTION D'ORIENTATION POLITIQUE

Art. 29. La présente convention d'orientation politique entre en vigueur à partir de sa signature et expire le 31 décembre 1999.

Fait en(autant d'exemplaires que de parties) à Bruxelles le....(date)

Chaque partie déclare avoir reçu un exemplaire signé.

Pour la Communauté flamande :

Le Ministre flamand des Affaires intérieures, de la Politique urbaine et du Logement,
L. PEETERS

Le Ministre flamand de la Culture, de la Famille et de l'Aide sociale,
L. MARTENS

Le Ministre flamand des Affaires bruxelloises et de l'Egalité des Chances,
Anne VAN ASBROECK

Pour la C.C.F. :

Les membres du Collège,

Le fonctionnaire délégué,

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement flamand du 14 mai 1996 portant exécution du décret du 14 mai 1996 réglementant le fonctionnement et la répartition du "Sociaal Impulsfonds".

Bruxelles, le 14 mai 1996.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand des Affaires intérieures, de la Politique urbaine et du Logement,
L. PEETERS

Le Ministre flamand de la Culture, de la Famille, et de l'Aide sociale,
L. MARTENS

Le Ministre flamand des Affaires bruxelloises et de l'Egalité des Chances
A. VAN ASBROECK

REGION WALLONNE - WALLONISCHE REGION - WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 96 - 1396

[C - 27374]

30 MAI 1996. - Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 9 février 1987 pris en exécution de l'arrêté royal n° 81 du 10 novembre 1967 créant un Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés

Le Gouvernement wallon,

Vu l'arrêté royal n° 81 du 10 novembre 1967 créant un Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés;

Vu le décret II du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment l'article 3, 7°;

Vu le décret du 6 avril 1995, relatif à l'intégration des personnes handicapées;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 9 février 1987, pris en exécution de l'arrêté royal n° 81 du 10 novembre 1967 créant un Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés, modifié par les arrêtés de l'Exécutif de la Communauté française des 16 novembre 1987, 24 février 1989, 25 février 1989, 13 novembre 1989, 12 juin 1990, 26 juin 1990, 14 janvier 1991, 11 juin 1991, 4 septembre 1991, 16 novembre 1992, par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 10 novembre 1993, par les arrêtés du Gouvernement wallon des 18 juillet 1994 et 9 et 23 mars 1995;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Considérant que l'adaptation des subventions de fonctionnement et de personnel ainsi que de la subvention forfaitaire journalière et d'autres subventions, doit être effectuée d'urgence afin d'assurer la subsidiarité des institutions agréées;

Considérant que des mesures de transition prévues aux articles 52 à 56 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 9 février 1987 précité, ainsi que les normes de rémunération applicables au personnel des institutions subventionnées doivent être adaptées immédiatement;

Considérant que la liquidation des subventions pour frais de personnel éducatif de l'année 1996 dans les institutions agréées qui accueillent des personnes placées à charge du Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés, postule la fixation immédiate du coefficient d'attribution y relatif;

Sur la proposition du Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 36, § 2 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 9 février 1987, pris en exécution de l'arrêté royal n° 81 du 10 novembre 1967 créant un Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés, modifié par les arrêtés de l'Exécutif de la Communauté française des 16 novembre 1987, 24 février 1989, 25 février 1989, 13 novembre 1989, 12 juin 1990, 26 juin 1990, 14 janvier 1991, 11 juin 1991, 4 septembre 1991, 16 novembre 1992, par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 10 novembre 1993, par les arrêtés du Gouvernement wallon des 18 juillet 1994 et 9 et 23 mars 1995, les alinéas 2, 3 et 4 sont remplacés par les dispositions suivantes :

"Pour 1996, la partie de la subvention destinée aux autres frais que ceux de personnel peut être évaluée au minimum à 91.334 francs par prise en charge en régime d'internat, à 44.193 francs par prise en charge pour les semi-internats pour les jeunes non scolarisables et les centres de jour dont le nombre de prises en charge est inférieur ou égal à 60 et à 42.089 francs par prise en charge pour les semi-internats pour jeunes non scolarisables et les centres de jour dont le nombre de prises en charge est supérieur à 60 ainsi que pour les semi-internats pour jeunes scolarisables et les centres de jour dont le nombre de prises en charge est supérieur à 60.

Elle varie en fonction du régime de l'institution et du nombre de bénéficiaires intervenant pour le calcul de la subvention.

Elle s'élève à :

- 297.954 francs pour les internats et les homes pour adultes dont le nombre de prises en charge subventionnées est inférieur ou égal à 60;

- 258.978 francs pour les internats ou les homes pour adultes dont le nombre de prises en charge subventionnées est supérieur à 60;

- 189.201 francs pour les semi-internats pour jeunes non scolarisables et les centres de jour dont le nombre de prises en charge subventionnées est inférieur ou égal à 60;

- 180.191 francs pour les semi-internats pour jeunes scolarisables et pour les semi-internats pour jeunes non scolarisables et pour les centres de jour dont le nombre de prises en charge est supérieur ou égal à 60;

- 151.501 francs pour les semi-internats et les centres de jour dont le nombre de prises en charge subventionnées est supérieur à 60."

Art. 2. Les montants fixés par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 9 février 1987, pris en exécution de l'arrêté royal n° 81 du 10 novembre 1967 créant un Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés, modifié par les arrêtés de l'Exécutif de la Communauté française des 16 novembre 1987, 24 février 1989, 25 février 1989, 13 novembre 1989, 12 juin 1990, 26 juin 1990, 14 janvier 1991, 11 juin 1991, 4 septembre 1991, 16 novembre 1992, par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 10 novembre 1993, par les arrêtés du Gouvernement wallon des 18 juillet 1994 et 9 et 23 mars 1995 figurant dans son dispositif, sont adaptés comme suit :

1^o Montants de rémunération fixés par l'article 36, § 3 et l'article 43bis :

- ajouter 12.028 francs au montant prévu pour les psychologues, paramédicaux et personnel spécial,

- ajouter 11.831 francs au montant prévu pour les éducateurs classes I, II A et chefs éducateurs,

- ajouter 13.000 francs au montant prévu pour les éducateurs classes II B, III, puéricultrices et assimilés,

- ajouter 11.982 francs au montant prévu pour les chefs de groupe,

- ajouter 18.240 francs au montant prévu à l'article 43bis.

Ces montants doivent être multipliés par une fraction dont le numérateur est 135,7202 et le dénominateur est 100.

2^o Montant de subvention de fonctionnement fixé à l'annexe VIII, ce montant doit être multiplié :

par une fraction dont le numérateur est 121,11 et le dénominateur est 100.

Art. 3. Les montants fixés par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 9 février 1987, pris en exécution de l'arrêté royal n° 81 du 10 novembre 1967 créant un Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés, modifié par les arrêtés de l'Exécutif de la Communauté française des 16 novembre 1987, 24 février 1989, 25 février 1989, 13 novembre 1989, 12 juin 1990, 26 juin 1990, 14 janvier 1991, 11 juin 1991, 4 septembre 1991, 16 novembre 1992, par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 10 novembre 1993, par les arrêtés du Gouvernement wallon des 18 juillet 1994 et 9 et 23 mars 1995 et figurant dans son dispositif, sont adaptés comme suit :

1^o Montant de la part contributive fixé à l'annexe VIII, ce montant doit être multiplié à partir du 1^{er} mai 1996 :

- par une fraction dont le numérateur est 120,90 et le dénominateur est 100.

2^o Les montants de subvention prévus à l'article 37, § 1^{er}, à l'article 38, § 1^{er} à § 3, à l'article 43 et à l'article 45; ceux-ci doivent être multipliés à partir du 1^{er} mai 1996;

- par une fraction dont le numérateur est 124,34 et le dénominateur est 100.

Art. 4. L'article 50bis du même arrêté est complété par la disposition suivante :

« Art. 50bis. Pour l'année 1996, le coefficient d'attribution est identique à celui prévu pour l'année 1995 ».

Art. 5. L'article 54, § 1^{er} du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

Article 54. § 1^{er}. L'enveloppe attribuée en 1996 est en principe fixée à 102,71 % de l'enveloppe attribuée en 1995.

Toutefois :

1° les institutions qui peuvent prétendre pour 1996 à une enveloppe théorique supérieure à celle attribuée en 1995 augmentée dans la proportion mentionnée au premier alinéa, voient leur enveloppe fixée au montant auquel elles peuvent prétendre pour 1996.

Par dérogation à l'alinéa précédent, les semi-internats pour jeunes scolarisables et les semi-internats pour jeunes scolarisables et non scolarisables, voient leur enveloppe limitée au montant de la subvention attribuée en 1995 augmentée dans la proportion mentionnée, dans le cas des semi-internats pour jeunes scolarisables et non scolarisables, ces institutions voient néanmoins leur enveloppe fixée au montant auquel elles peuvent prétendre pour 1996 proportionnellement à l'occupation moyenne des jeunes non scolarisés;

2° les institutions qui ne peuvent prétendre pour 1996 qu'à une enveloppe inférieure ou égale à celle attribuée en 1995 augmentée dans la proportion mentionnée ci-dessus, voient leur enveloppe fixée au montant de la subvention attribuée en 1995 augmentée dans cette proportion, et pour autant que l'occupation moyenne telle que définie à l'article 35 du présent arrêté ne soit pas inférieure à 90 % de la capacité subventionnée en 1995;

3° les institutions dont l'occupation moyenne telle que définie à l'article 35 du présent arrêté est inférieure à 90 % de la capacité subventionnée en 1995 voient leur enveloppe fixée à 90 % au moins de l'enveloppe attribuée en 1995.

En aucun cas :

1° l'enveloppe attribuée ne peut être supérieure à 110 % de l'enveloppe à laquelle les institutions peuvent prétendre;

2° la part de l'enveloppe attribuée qui est destinée à couvrir les frais de personnel éducatif ne peut être supérieure à celle qui résulterait du calcul opéré sans application des coefficients dont question à l'article 50bis."

Art. 6. L'article 54, § 2 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Artikel 54. § 2. Le nombre 60 à partir duquel le montant de la subvention de fonctionnement se différencie est pour 1996 fixé par rapport à l'occupation moyenne telle que définie à l'article 35 du présent arrêté."

Art. 7. L'article 55, § 3, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Article 55. § 3. Les prestations effectives des médecins sont prises en considération en 1996 dans les limites des subventions octroyées en leur faveur en 1986."

Art. 8. L'article 55bis du même arrêté est complété par la disposition suivante :

"Article 55bis e) pour l'année 1996. Les conditions sont identiques à celles prévues pour l'année 1995."

Art. 9. L'article 56 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Article 56. Tant que les dispositions relatives à la détermination de l'enveloppe applicable pour 1997 n'ont pas été fixées, les avances mensuelles payées en vertu de l'article 36, § 4, seront liquidées, à partir du 1^{er} janvier 1997 sur base de l'enveloppe attribuée en 1996."

Art. 10. Au chapitre 1^{er}, § 2, point 1, de l'annexe 1 du même arrêté, les montants repris sont remplacés comme suit :

- le montant de 22.980 francs est remplacé par celui de 23.286,
- le montant de 1.915 francs est remplacé par 1.941.

Art. 11. Les échelles de traitement reprises à l'annexe V du même arrêté sont remplacées par celles figurant en annexe au présent arrêté.

Art. 12. Le présent arrêté règle une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de la constitution, en application de l'article 138 de la Constitution.

Art. 13. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 1996 sauf les dispositions contenues à l'article 3 qui produisent leurs effets le 1^{er} mai 1996.

Namur, le 30 mai 1996.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E. et du Tourisme,
R. COLLIGNON

Le Ministre chargé de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINIAUX

—
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 96 - 1396

[C - 27374]

30 MEI 1996. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutive van 9 februari 1987 genomen ter uitvoering van het koninklijk besluit nr. 81 van 10 november 1967 tot instelling van een Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten

De Waalse Regering,

Gelet op het koninklijk besluit nr. 81 van 10 november 1967 tot instelling van een Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten;

Gelet op het decreet II van 22 juli 1993 betreffende de overheveling van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid op artikel 3, 7°;

Gelet op het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 9 februari 1987 genomen ter uitvoering van het koninklijk besluit nr. 81 van 10 november 1967 tot instelling van een Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten, gewijzigd bij de besluiten van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 16 november 1987, 24 februari 1989, 25 februari 1989, 13 november 1989, 12 juni 1990, 26 juni 1990, 14 januari 1991, 11 juni 1991, 4 september 1991, 16 november 1992, bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 10 november 1993 en bij de besluiten van de Waalse Regering van 18 juli 1994 en 9 en 23 maart 1995;

Gelet op het advies van de Raad van bestuur van het Waals Agentschap voor de integratie van gehandicapte personen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Overwegende dat de werkings- en personeelstoelagen, alsook de dagelijkse forfaitaire toelage en andere toelagen dringend aangepast moeten worden om de subsidiëring van de erkende instellingen te waarborgen;

Overwegende dat de overgangsmaatregelen bedoeld in de artikelen 52 tot 56 van voormeld besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 9 februari 1987, alsook de bezoldigingsnormen toepasselijk op het personeel van de gesubsidieerde instellingen onmiddellijk aangepast moeten worden;

Overwegende dat de uitbetaling van de toelagen voor de in 1996 gemaakte kosten voor opvoedend personeel van erkende instellingen die personen ten laste van het Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten opnemen, de onmiddellijke vaststelling vordert van de toekenningscoëfficiënt die er betrekking op heeft;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 36, § 2, van het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 9 februari 1987, genomen ter uitvoering van het koninklijk besluit nr. 81 van 10 november 1967 tot instelling van een Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten, gewijzigd bij de besluiten van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 16 november 1987, 24 februari 1989, 25 februari 1989, 13 november 1989, 12 juni 1990, 26 juni 1990, 14 januari 1991, 11 juni 1991, 4 september 1991, 16 november 1992, bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 10 november 1993 en bij de besluiten van de Waalse Regering van 18 juli 1994, 9 en 23 maart 1995, worden de bepalingen van de alinea's 2, 3 en 4 vervangen als volgt :

"Voor 1996 mag het deel van de toelage bestemd voor andere kosten dan personeelskosten geschat worden op minstens 91.334 frank per ten laste genomen persoon onder internaatstelsel, op 44.193 frank per ten laste genomen persoon in semi-internaten voor niet-schoolgaande jongeren en in dagcentra waarvan het aantal ten laste genomen personen lager is dan of gelijk is aan 60 en op 42.089 per ten laste genomen persoon in semi-internaten voor niet-schoolgaande jongeren en in dagcentra waarvan het aantal ten laste genomen personen hoger is dan 60 alsook voor semi-internaten voor schoolgaande jongeren en semi-internaten voor schoolgaande en niet-schoolgaande jongeren, wat het aantal ten laste genomen personen oock moge zijn.

Dat deel verschilt naar gelang van het stelsel van de instelling en van het aantal begunstigden dat in aanmerking komt voor de berekening van de toelage.

Het bedraagt :

- 297.954 frank voor de internaten en de tehuizen voor volwassenen waarvan het aantal ten laste genomen personen voor wie een toelage toegekend wordt, lager is dan of gelijk is aan 60;
- 258.978 frank voor de internaten en de tehuizen voor volwassenen waarvan het aantal ten laste genomen personen voor wie een toelage toegekend wordt, hoger is dan 60;
- 189.201 frank voor de semi-internaten voor niet-schoolgaande jongeren en de dagcentra waarvan het aantal ten laste genomen personen voor wie een toelage toegekend wordt, lager is dan of gelijk is aan 60;
- 180.191 frank voor de semi-internaten, die tegelijkertijd schoolgaande en niet-schoolgaande jongeren opnemen, waarvan het aantal ten laste genomen personen voor wie een toelage toegekend wordt, lager is dan of gelijk is aan 60;
- 151.501 frank voor de semi-internaten en de dagcentra waarvan het aantal ten laste genomen personen voor wie een toelage toegekend wordt, hoger is dan 60."

Art. 2. De bedragen vastgesteld bij het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 9 februari 1987 genomen ter uitvoering van het koninklijk besluit nr. 81 van 10 november 1967 tot instelling van een Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten, gewijzigd bij de besluiten van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 16 november 1987, 24 februari 1989, 25 februari 1989, 13 november 1989, 12 juni 1990, 26 juni 1990, 14 januari 1991, 11 juni 1991, 4 september 1991, 16 november 1992, bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 10 november 1993 en bij de besluiten van de Waalse Regering van 18 juli 1994, 9 en 23 maart 1995, vermeld in het beschikkend gedeelte ervan, worden als volgt aangepast :

- 1° bezoldigingsbedragen vastgesteld in artikel 36, § 3, en artikel 43bis :
- 12.028 frank toevoegen aan het bedrag bestemd voor de psychologen, het paramedisch en bijzonder personeel;
 - 11.831 frank toevoegen aan het bedrag bestemd voor de opvoeders van klassen I en II A en de hoofdopvoeders;
 - 13.000 frank toevoegen aan het bedrag bestemd voor de opvoeders van klassen II B en III, de kinderverzorgsters en het ermee gelijkgestelde personeel;
 - 11.982 frank toevoegen aan het bedrag bestemd voor de groepschefs;
 - 18.240 frank toevoegen aan het in artikel 43bis vermelde bedrag.

Deze bedragen moeten vermenigvuldigd worden met een breuk waarvan de teller 135,7202 en de noemer 100 is.

2° bedrag van de werkingsstoelage vastgesteld in bijlage VIII; dit bedrag moet vermenigvuldigd worden met :

- een breuk waarvan de teller 121,11 en de noemer 100 is.

Art. 3. De bedragen vastgesteld bij het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 9 februari 1987 genomen ter uitvoering van het koninklijk besluit nr. 81 van 10 november 1967 tot instelling van een Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten, gewijzigd bij de besluiten van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 16 november 1987, 24 februari 1989, 25 februari 1989, 13 november 1989, 12 juni 1990, 26 juni 1990,

14 januari 1991, 11 juni 1991, 4 september 1991, 16 november 1992, bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 10 november 1993 en bij de besluiten van de Waalse Regering van 18 juli 1994, 9 en 23 maart 1995, vermeld in het beschikkend gedeelte ervan, worden als volgt aangepast :

1° bedrag van de bijdrage vastgesteld in bijlage VIII; dat bedrag moet vanaf 1 mei 1996 vermenigvuldigd worden met :

- een breuk waarvan de teller 121,90 en de noemer 100 is;

2° de subsidiëringsbedragen vermeld in artikel 37, § 1, in artikel 38, §§ 1 tot 3, in artikel 43 en in artikel 45; deze bedragen moeten vanaf 1 mei 1996 vermenigvuldigd worden met :

- een breuk waarvan de teller 124,34 en de noemer 100 is.

Art. 4. Artikel 50bis van hetzelfde besluit wordt als volgt aangevuld :

"Voor het jaar 1996 is de toekenningsefficiënt gelijk aan die vastgesteld voor het jaar 1995".

Art. 5. Artikel 54, § 1, van hetzelfde besluit wordt als volgt vervangen :

"Artikel 54, § 1. De in 1996 toegekende enveloppe wordt in principe vastgesteld op 102,71 % van de in 1995 toegekende enveloppe."

Maar :

1° de instellingen die in 1996 aanspraak maken op een enveloppe die theoretisch hoger is dan de enveloppe van 1995, verhoogd in de mate vermeld in de eerste alinea, krijgen een enveloppe met het bedrag waarop ze in 1996 aanspraak kunnen maken.

In afwijking van voornoemde alinea krijgen de semi-internaten voor schoolgaande jongeren en de semi-internaten voor schoolgaande en niet-schoolgaande jongeren een enveloppe waarvan het bedrag beperkt is tot het bedrag van de in 1995 toegekende toelage, verhoogd in de bovenvermelde mate; in het geval van semi-internaten voor schoolgaande en niet-schoolgaande jongeren wordt de enveloppe van die instellingen niettemin vastgesteld op het bedrag waarop ze voor 1996 aanspraak kunnen maken naar verhouding van de gemiddelde bezetting van de niet-schoolgaande jongeren;

2° de instellingen die voor 1996 enkel aanspraak kunnen maken op een enveloppe die lager is dan of gelijk is aan de in 1995 toegekende enveloppe, verhoogd in de bovenvermelde mate, krijgen een enveloppe vastgesteld op het bedrag van de in 1995 toegekende toelage, verhoogd in die mate, voor zover de gemiddelde bezetting, zoals bepaald in artikel 35 van dit besluit, niet lager is dan 90 % van de in 1995 gesubsidieerde capaciteit;

3° de instellingen waarvan de gemiddelde bezetting, zoals bepaald in artikel 35 van dit besluit, lager is dan 90 % van de in 1995 gesubsidieerde capaciteit, krijgen een enveloppe die is vastgesteld op minstens 90 % van de in 1995 toegekende enveloppe.

In geen geval :

1° mag de toegekende enveloppe hoger zijn dan 110 % van de enveloppe waarop de instellingen aanspraak kunnen maken;

2° mag het deel van de toegekende enveloppe bestemd om de kosten van het opvoedend personeel te dekken, hoger zijn dan het deel dat uit de verrichte berekening zou voortvloeien zonder toepassing van de in artikel 50bis vermelde coëfficiënten."

Art. 6. Artikel 54, § 2, van hetzelfde besluit wordt als volgt vervangen :

"Artikel 54, § 2. Het getal 60, vanaf hetwelk het bedrag van de werkingstoelage verschilt, wordt voor 1996 vastgesteld naar verhouding van de gemiddelde bezetting, zoals bepaald in artikel 35 van dit besluit."

Art. 7. Artikel 55, § 3, van hetzelfde besluit wordt als volgt vervangen :

"Artikel 55, § 3. De werkelijke verstrekkingen van de geneesheren worden in 1996 in overweging genomen binnen de perken van de toelagen die hen in 1986 zijn toegekend."

Art. 8. Artikel 55bis van hetzelfde besluit wordt als volgt aangevuld :

"Artikel 55bis e) voor het jaar 1996. De voorwaarden zijn gelijk aan die voorzien voor het jaar 1995."

Art. 9. Artikel 56 van hetzelfde besluit wordt als volgt vervangen :

"Artikel 56. Zolang de bepalingen betreffende de vaststelling van voor 1997 geldende enveloppe niet vastliggen, zullen de overeenkomstig artikel 36, § 4, gestorte maandelijkse voorschotten vanaf 1 januari 1997 op basis van de in 1996 toegekende enveloppe uitbetaald worden."

Art. 10. In hoofdstuk 1, § 2, punt 1, van de bijlage 1 bij hetzelfde besluit worden de vermelde bedragen als volgt gewijzigd :

- het bedrag 22.980 frank wordt 23.286 frank;

- het bedrag 1.915 frank wordt 1.941 frank.

Art. 11. De weddeschalen vastgesteld in bijlage V bij hetzelfde besluit worden vervangen door die vastgesteld in de bijlage bij dit besluit.

Art. 12. Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet.

Art. 13. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1996, met uitzondering van de bepalingen van artikel 3 die uitwerking hebben met ingang van 1 mei 1996.

Namen, 30 mei 1996.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX

N° de Fonction Functienummer	17	18	19	20	21	22	23	24
augmentations	3/1 10.849	3/1 10.849	3/1 10.849	(O.P.)	3/1 25.307	3/1 25.307	11/2 54.230	3/1 10.848
intélaire	1/2 10.849	1/2 10.849	1/2 10.849		10/2 38.865	10/2 44.286		1/2 10.848
tussentijdse	1/2 14.460	1/2 14.460	1/2 14.460					7/2 14.460
verhogingen	2/1 28.920	2/2 28.920	2/2 28.920					2/2 6.328
	10/2 25.307	10/2 25.307	10/2 25.307					2/2 14.460
0	686.988	717.715	746.638		835.210	1.034.050	1.377.494	549.609
1	697.837	728.564	757.487		860.517	1.059.357	1.377.494	560.458
2	708.686	739.413	768.337		885.824	1.084.664	1.431.724	571.306
3	719.536	750.263	779.186		911.131	1.109.971	1.431.724	582.154
4	719.536	750.263	779.186		911.131	1.109.971	1.485.955	582.154
5	730.385	761.112	790.035		949.996	1.154.257	1.485.955	593.003
6	730.385	761.112	790.035		949.996	1.154.257	1.540.185	593.003
7	744.845	775.572	804.495		988.862	1.198.543	1.540.185	607.462
8	744.845	775.572	804.495		988.862	1.198.543	1.594.416	607.462
9	773.765	804.492	833.415		1.027.727	1.242.830	1.594.416	621.922
10	773.765	804.492	833.415		1.027.727	1.242.830	1.648.646	621.922
11	802.685	833.412	862.336		1.066.592	1.287.116	1.648.646	636.382
12	802.685	833.412	862.336		1.066.592	1.287.116	1.702.877	636.382
13	827.992	858.719	887.643		1.105.458	1.331.403	1.702.877	650.841
14	827.992	858.719	887.643		1.105.458	1.331.403	1.757.107	650.841
15	853.299	884.026	912.950		1.144.323	1.375.689	1.757.107	665.301
16	853.299	884.026	912.950		1.144.323	1.375.689	1.811.338	665.301
17	878.606	909.333	938.257		1.183.189	1.419.976	1.811.338	679.761
18	878.606	909.333	938.257		1.183.189	1.419.976	1.865.568	679.761
19	903.913	934.640	963.564		1.222.054	1.464.262	1.865.568	694.220
20	903.913	934.640	963.564		1.222.054	1.464.262	1.919.798	694.220
21	929.220	959.947	988.871		1.260.919	1.508.549	1.919.798	700.548
22	929.220	959.947	988.871		1.260.919	1.508.549	1.974.029	700.548
23	954.527	985.254	1.014.178		1.299.785	1.552.835	0	706.875
24	954.527	985.254	1.014.178		0	0	0	706.875
25	979.834	1.010.561	1.039.485		0	0	0	721.335
26	979.834	1.010.561	1.039.485		0	0	0	721.335
27	1.005.141	1.035.868	1.064.792		0	0	0	735.795
28	1.005.141	1.035.868	1.064.792		0	0	0	735.795
29	1.030.448	1.061.175	1.090.099		0	0	0	761.203
30	0	1.061.175	1.090.099		0	0	0	0
31	0	1.086.482	1.115.406		0	0	0	0